

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

États-Unis : une situation budgétaire difficile à un an de l'élection présidentielle

Par Francis Généreux, économiste principal

Plusieurs facteurs ont contribué à la hausse des taux d'intérêt sur le marché obligataire américain. Il y a évidemment eu l'inflation, qui a poussé les investisseurs à demander une compensation pour la perte de valeur engendrée par la hausse des prix. Il y a aussi eu l'effet de la hausse marquée et rapide des taux directeurs et des anticipations sur l'évolution future de la politique monétaire. Toutefois, l'augmentation des taux au cours des derniers mois est allée au-delà de ces deux facteurs. On a plutôt assisté à une augmentation de la prime du terme qui compense le risque de fluctuations futures des taux d'intérêt. Cet élément a été discuté dans un récent [commentaire hebdomadaire](#).

Parmi les facteurs de risque qui doivent être compensés par une augmentation de la prime du terme, on trouve l'offre de dette publique sur le marché. Une partie de cette offre provient du resserrement quantitatif de la Réserve fédérale. Une autre partie provient évidemment de la situation des finances publiques. On sent d'ailleurs qu'il y a davantage d'attention portée sur l'ampleur des déficits et de la dette fédérale américaine. Pendant longtemps, il semblait que les déficits n'importaient plus. Ça ne semble plus être le cas maintenant et les investisseurs obligataires se montrent désormais plus vigilants, et ce, non sans raison puisque la situation budgétaire fédérale s'est à nouveau détériorée au cours des 12 derniers mois. Et il n'y a plus l'excuse de la pandémie.

Une situation budgétaire qui se détériore

L'exercice budgétaire 2023 qui a pris fin le 30 septembre dernier s'est conclu avec un déficit officiel de 1 695 G\$ US. Il s'agit certes d'une amélioration comparativement aux déficits pandémiques de 3 132 G\$ US en 2020 et de 2 776 G\$ US en 2021. Toutefois, cela représente une détérioration par rapport aux 1 375 G\$ US de 2022.

De plus, ce portrait de la situation budgétaire est favorisé par l'abandon de la politique d'annulation de certaines dettes étudiantes qui avait été mise de l'avant par l'administration Biden, mais qui n'a jamais été implantée à la suite d'une décision de la Cour suprême. Le Trésor américain avait ajouté 379 G\$ US aux dépenses en 2022 afin de tenir compte du coût du programme, mais il a dû faire marche arrière et retirer 333 G\$ US aux dépenses de 2023. Si l'on exclut l'effet des prêts étudiants, le déficit aurait atteint plus de 2 000 G\$ US pour l'exercice qui vient de se conclure, soit le double du déficit de près de 1 000 G\$ US qui aurait dû être comptabilisé pour 2022.

Pourquoi cette détérioration?

Les États-Unis ont un problème à la fois de dépenses et de revenus. Du côté des sorties d'argent, on remarque à première vue une baisse de 2,2 %. Toutefois, si l'on exclut l'effet des prêts étudiants, la situation change et il est plutôt question d'une hausse annuelle des dépenses de 4,1 % ou 242 G\$ US. C'est une augmentation importante, mais, dans un contexte de forte inflation (qui gonfle aussi les dépenses du gouvernement) et de hausse du service de la dette (+23 % ou 162 G\$ US), ce n'est pas non plus extraordinaire. Il faut toutefois considérer que certaines dépenses liées à la pandémie qui existaient encore en 2022 ont pratiquement disparu en 2023. Dans ce contexte, les dépenses demeurent élevées. Elles ont atteint à 24,0 % du PIB, alors que la moyenne 2014-2019 était de 20,4 %.

Le changement entre les exercices 2022 et 2023 est nettement plus franc du côté des revenus. Ceux-ci affichent une baisse de 9,3 % ou 457 G\$ US. On remarque surtout un recul important des entrées liées à la fiscalité des individus (en dehors des impôts déduits à la source). À cela s'ajoute le tarissement des revenus provenant de la Réserve fédérale, une ponction de 106 G\$ US par rapport à 2022. En pourcentage du PIB, les revenus sont

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

tombés de 19,3 % en 2022 à seulement 16,5 % en 2023. C'est à peu près le même taux que les 16,2 % enregistrés en 2018 et en 2019, soit après l'implantation des baisses d'impôts sous l'administration Trump. La moyenne des quatre années qui ont précédé cette réforme était de 17,4 %.

Avec des dépenses en hausse et des revenus en baisse, le gouffre entre les deux se creuse davantage, et ce, même si la croissance économique a été au rendez-vous en 2023. La dette totale a atteint 33 167 G\$ US au 30 septembre 2023. C'est une hausse de 2 238 G\$ US par rapport à l'année précédente. Si l'on tient compte seulement de la dette détenue par le public (incluant celle détenue par la Réserve fédérale), le niveau de la dette a atteint 26 330 G\$ US (98,0 % du PIB) à la fin de l'exercice, comparativement à 24 299 G\$ US en 2022 (96,9 % du PIB). Le hic, c'est qu'il n'y a pas vraiment de solution facile, ou même de véritable volonté politique, visant à combler les déficits et à freiner l'endettement, d'où le risque pour les investisseurs : la dette, déjà en hausse, ne semble destinée qu'à grimper davantage. Dans son scénario de juin dernier, le Congressional Budget Office voyait la dette détenue par le public passer à 100,2 % du PIB en 2024 pour gonfler jusqu'à 115,0 % en 2033.

Une situation politique difficile à un an des élections

L'ampleur du clivage politique actuel à Washington et dans l'ensemble du pays n'aide pas vraiment à trouver une solution durable. Les approches bipartisanes du leadership républicain à la Chambre des représentants en vue des échéances du plafond de la dette en mai et d'un *shutdown* du gouvernement en septembre ont été payées politiquement cher. Et l'absence de président de la Chambre pendant trois semaines a fait perdre du temps précieux afin d'arriver à une nouvelle entente de financement du gouvernement fédéral avant la prochaine échéance de la mi-novembre. La situation démontre qu'en plus du clivage républicains-démocrates, il y a aussi de grandes divergences au sein même du parti républicain. Il ne faut pas non plus sous-estimer les différences entre les éléments centristes et ceux plus à gauche du parti démocrate.

La paralysie amène automatiquement une certaine frugalité, ce qui pourrait être bien vu. Mais ce n'est pas une solution de long terme et cela risque de nuire à certaines priorités de court terme. D'ailleurs, les récentes demandes de la Maison-Blanche pour un financement de 105 G\$ US lié aux guerres en Ukraine et en Israël, en plus d'autres éléments (sécurité à la frontière, aide humanitaire...), sont restées lettre morte pendant que les représentants n'avaient pas de leader. Il reste maintenant à voir comment le nouveau président de la Chambre, le républicain Mike Johnson, amorcera son mandat.

Un Congrès paralysé, ou même simplement divisé, assombrit les perspectives d'arriver à des solutions. D'une part, il semble évident que les républicains n'opteront jamais pour des hausses d'impôt qui pourraient améliorer les revenus. D'autre part, les démocrates sont tout autant réticents à diminuer les dépenses,

notamment du côté des programmes sociaux (un facteur important de hausses des dépenses à long terme). L'idée d'une commission bipartisane sur les finances publiques commence à flotter au-dessus de Washington, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Et il faudrait que les leaders politiques des deux partis s'engagent formellement à mettre en place les recommandations d'une éventuelle commission, ce qui risque d'être difficile dans le contexte politique actuel.

Alors que la question se pose de plus en plus chez les investisseurs, l'état des finances publiques ne semble pas être l'une des principales préoccupations des électeurs. Selon un récent sondage [The Economist/YouGov](#), le sujet « taxation et dépenses du gouvernement » n'était le principal enjeu que pour 6 % des personnes sondées. En sixième place parmi différents enjeux, il est loin derrière celui qui remporte la palme, soit, à 24 %, « l'inflation et les prix ».

Beaucoup de choses peuvent se passer d'ici un an, mais, pour le moment, il est difficile de croire que les finances publiques seront un véritable enjeu de la prochaine élection présidentielle. À l'image de celle de 2020, l'élection du 5 novembre 2024 pourrait bien être un nouveau référendum sur Donald Trump si celui-ci est bel et bien choisi au terme des primaires républicaines. Évidemment, la situation géopolitique, l'enjeu de la sécurité nationale, l'environnement, les prix de l'énergie ou les questionnements sur la vitalité du président Biden pourraient aussi faire partie de l'équation lorsque les électeurs américains choisiront un président. L'économie n'a pas non plus dit son dernier mot. La conjoncture peut faire ou défaire une présidence. Conformément à notre nouveau [scénario](#), un atterrissage en douceur de l'économie qui permettrait à l'inflation de s'atténuer sans trop endommager le marché du travail serait bénéfique pour les chances de réélection de Biden. Celles-ci pourraient aussi être appuyées par les effets des politiques d'investissement (infrastructures, *Inflation Reduction Act*) dans certaines communautés. Une situation économique plus difficile, engendrée par les effets retardés des hausses de taux d'intérêt, pourrait cependant favoriser le candidat républicain. Reste à voir si le rebrassage des cartes qui s'effectuera dans un an permettra de ramener l'état des finances publiques en avant-scène, et ce, pas seulement pour les investisseurs, mais aussi pour la classe politique ainsi que pour la population en général. Sans un coup de barre, les taux d'intérêt pourraient demeurer élevés, avec les effets déstabilisateurs que cela comporte.

À surveiller

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Tiago Figueiredo, associé – stratégie macroéconomique, Marc Desormeaux, économiste principal, Marc-Antoine Dumont, économiste, et Francis Généreux, économiste principal

MARDI 31 octobre - 9:00

Août	a/a
Consensus	nd
Desjardins	1,6 %
Juillet	0,1 %

MARDI 31 octobre - 10:00

Octobre	Indice
Consensus	100,0
Desjardins	101,0
Septembre	103,0

MERCREDI 1^{er} novembre - 10:00

Octobre	
Consensus	49,1
Desjardins	49,0
Septembre	49,0

MERCREDI 1^{er} novembre - 14:00

Novembre	
Consensus	5,50 %
Desjardins	5,50 %
20 septembre	5,50 %

VENREDI 3 novembre - 8:30

Octobre	
Consensus	180 000
Desjardins	170 000
Septembre	336 000

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (août) – La nouvelle tendance haussière des prix des maisons existantes s’est poursuivie en juillet. La variation annuelle de l’indice S&P/Case-Shiller est même revenue en territoire positif, et ce, pour la première fois depuis février dernier. Ces données reflètent la baisse des taux hypothécaires qui a eu lieu plus tôt cette année. Toutefois, les taux ont recommencé à augmenter vers des niveaux très élevés et cela devrait tôt ou tard revenir hanter la valeur des maisons. Cela dit, la donnée d’août de l’indice S&P/Case-Shiller a probablement pu enregistrer un autre gain mensuel. Une hausse de 0,3 % est prévue. Cela devrait faire passer la variation annuelle de l’indice à 1,6 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (octobre) – L’indice de confiance du Conference Board a de nouveau subi une baisse marquée en septembre. Le recul a été de 5,7 points, soit la pire contraction mensuelle depuis août 2021. Les diminutions enregistrées en octobre par l’indice de l’Université du Michigan et par l’indice TIPP n’augurent rien de bon pour la donnée qui sera publiée mardi. Les difficultés des principaux marchés boursiers ainsi que la hausse des taux d’intérêt, incluant les taux hypothécaires, sont aussi un signal négatif pour la confiance. La seule lueur d’espoir provient du marché du travail qui semble continuer de progresser et de la baisse des prix de l’essence. On s’attend à ce que l’indice du Conference Board passe à 101,0.

Indice ISM manufacturier (octobre) – L’ISM manufacturier a rejoint en septembre son plus haut niveau depuis novembre 2022, soit 49,0. On s’attend toutefois qu’après avoir gagné 1,4 point le mois dernier, il fasse du surplace en octobre. C’est le signal donné par les indicateurs manufacturiers régionaux qui ont eu des performances plutôt mixtes. L’indice devrait ainsi demeurer à 49,0.

Réunion de la Réserve fédérale (novembre) – La situation n’est pas vraiment simple pour les dirigeants de la Réserve fédérale. D’un côté, certains d’entre eux seront enclins à poursuivre la période de pause entamée en septembre. C’est le message qui ressort de plusieurs communications de dirigeants au cours des dernières semaines. Ces derniers perçoivent la hausse récente des taux de marché comme une forme de resserrement monétaire qui leur permet de ne pas bouger les taux directeurs. De plus, les hausses déjà effectuées devraient continuer à produire leurs effets au sein de l’économie américaine. D’un autre côté, certains dirigeants de la Fed pourraient sans doute préférer une nouvelle hausse des taux directeurs. Les fortes croissances du PIB réel et de l’emploi font qu’il est difficile de croire que l’économie a assez ralenti pour engendrer moins de pressions inflationnistes. De plus, les prévisions de la Fed publiées en septembre indiquaient la possibilité d’une autre hausse de 25 points d’ici la fin de l’année. Nous croyons cependant que les premiers arguments prévaudront et que la pause se poursuivra à cette réunion.

Création d’emplois selon les entreprises (octobre) – La vigueur des embauches en septembre a causé toute une surprise. Le gain de 336 000 emplois était le plus fort depuis janvier. Il se pourrait qu’une autre belle performance ait lieu en octobre, notamment si l’on se fie à la faiblesse des demandes hebdomadaires d’assurance-chômage au milieu du mois. D’un autre côté, après le bond du mois de septembre, un ressac devient plausible pour octobre. De plus, il faudra tenir compte des pertes d’emplois causées par la grève dans le secteur automobile qui a été déclenchée après l’enquête du mois de septembre. Somme toute, on s’attend à 170 000 nouveaux emplois pour octobre, mais cette prévision est teintée d’incertitudes. Le taux de chômage devrait demeurer à 3,8 %.

VENDREDI 3 novembre - 10:00
Octobre

Consensus 53,2

Desjardins 52,5

Septembre
53,6
MARDI 31 octobre - 8:30
Août

Consensus 0,1 %

Desjardins 0,1 %

Juillet
0,0 %
VENDREDI 3 novembre - 8:30
Octobre

Consensus 25 000

Desjardins 10 000

Septembre
63 800
LUNDI 30 octobre
Octobre

Consensus -0,10 %

Desjardins 0,00 %

21 septembre
-0,10 %
LUNDI 30 octobre - 21:30
Octobre

Consensus nd

Septembre
52,0

Indice ISM services (octobre) – Alors que l’ISM manufacturier a augmenté en septembre, celui associé aux services a plutôt diminué pour passer de 54,5 à 53,6. On prévoit une nouvelle baisse pour le mois d’octobre. Les reculs des indices de confiance ainsi que ceux de la plupart des indices régionaux non manufacturiers pointent vers une autre diminution. L’indice ISM services devrait passer à 52,5.

CANADA

PIB réel par industrie (août) – Après avoir stagné en juillet, la croissance mensuelle du PIB réel devrait s’être accélérée en août, progressant à un rythme respectable de 0,1 %. L’activité économique devrait être particulièrement robuste dans les secteurs des biens. La construction et l’extraction de pétrole et de gaz pourraient connaître des hausses notables. Les secteurs des services devraient aussi gagner du terrain, notamment en raison de la solide tenue du commerce de gros. Bien que nos prévisions soient conformes au résultat provisoire de Statistique Canada, nous pensons que les risques pesant sur les perspectives sont orientés à la hausse. Cette situation reflète des révisions apportées à certaines données clés qui laissent également présager une possible révision à la hausse du PIB réel de juillet. Si l’on se tourne vers l’avenir, notre prévision de croissance du PIB réel par industrie en septembre se situe à 0,1 %.

Enquête sur la population active (octobre) – Les anomalies saisonnières liées à la rentrée scolaire étant probablement chose du passé, nous nous attendons à ce que l’économie ait créé environ 10 000 emplois en octobre. La progression rapide de la population s’est vraisemblablement poursuivie, ce qui laisse croire que le rythme de croissance de l’emploi est encore une fois moindre que celui de la population active. Le taux de chômage devrait ainsi augmenter d’un point pour s’établir à 5,6 % en août. Les dernières données de l’Enquête sur l’emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) suggèrent que le nombre de postes vacants continue de diminuer et que le déséquilibre entre l’offre et de la demande sur le marché du travail se résorbe graduellement, ce qui devrait éventuellement se traduire par une baisse des pressions salariales. La croissance annuelle des salaires devrait donc se modérer.

OUTRE-MER

Japon : Réunion de la Banque du Japon (octobre) – Cela fait déjà un certain temps que l’on juge que la Banque du Japon (BoJ) pourrait relever légèrement son principal taux directeur, mais comme un chat échaudé qui craint l’eau froide, la BoJ hésite. L’inflation est pourtant au-dessus de sa cible. Excluant les aliments et l’énergie, elle est même au-dessus de 4 %. Cependant, le Japon a un long historique où l’inflation a eu de la difficulté à se maintenir en territoire positif. Une fois la poussière retombée, la BoJ craint que les attentes inflationnistes ne se soient pas assez relevées, ce qui ferait encore converger l’inflation vers un niveau trop faible. Cela dit, la BoJ ne semble pas complètement fermée à l’idée de modifier sa politique monétaire. Ses dirigeants ont formulé des commentaires en ce sens. Réduire la détente monétaire pourrait aussi aider le taux de change. Le yen est à nouveau près des 150 yens/\$ US, ce qui avait concorde avec une intervention de change à l’automne 2022. Ce type d’intervention est cependant peu efficace si la BoJ maintient son principal taux directeur en territoire négatif et si elle maintient sa politique d’achat d’actifs pour limiter la hausse du taux obligataire de 10 ans.

Chine : Indice PMI composite (octobre) – L’indice PMI composite a connu une seconde hausse en septembre après cinq mois de baisse. Les gains ont toutefois été inégaux alors que l’indice des services et l’indice non manufacturier ont tous les deux reculé. Néanmoins, la situation semble s’améliorer en Chine tandis que le PIB réel au troisième trimestre et les ventes au détail du mois dernier ont surpassé les attentes des prévisionnistes. Cela dit, la Chine n’est pas encore complètement sortie de ses difficultés. L’inflation pratiquement inexistante témoigne d’ailleurs de la fragilité de la demande intérieure. Les données d’octobre offriront davantage d’information sur l’état de l’économie chinoise.

MARDI 31 octobre - 6:00

T3 2023	t/t
Consensus	0,0 %
T2 2023	0,1 %

Zone euro : PIB réel (troisième trimestre – préliminaire) – La croissance économique est plutôt faible en zone euro depuis l’automne 2022. Ce n’est pas l’hécatombe qui pouvait être appréhendée au début de la guerre en Ukraine, mais on sent tout de même un manque de vigueur. La hausse du coût de la vie, l’augmentation des taux d’intérêt et le resserrement des conditions de crédit ne sont pas étrangers à cette situation. La croissance trimestrielle du PIB réel devrait se montrer plutôt lente encore une fois au troisième trimestre. Les niveaux des indices PMI suggèrent qu’une contraction est plausible, notamment en Allemagne.

MARDI 31 octobre - 6:00

Octobre	a/a
Consensus	3,1 %
Septembre	4,3 %

Zone euro : Indice des prix à la consommation (octobre – préliminaire) – L’inflation eurolandaise continue sa descente. La variation annuelle de l’indice des prix à la consommation a atteint 4,3 % en septembre, une nette amélioration par rapport à l’inflation de 10 % qui avait cours il y a un an. L’inflation de base s’est aussi améliorée récemment, passant de 5,3 % en août à 4,5 % en septembre. C’est encore relativement loin de la cible de 2 % de la Banque centrale européenne, mais ce sont clairement des pas dans la bonne direction. Il reste maintenant à voir si les données d’octobre iront dans le même sens.


JEUDI 2 novembre - 8:00


Novembre	
Consensus	5,25 %
Desjardins	5,50 %
21 septembre	5,25 %

Royaume-Uni : Réunion de la Banque d’Angleterre (novembre) – La Banque d’Angleterre (BoE) a pris une pause à sa dernière rencontre de politique monétaire, mais le vote avait été très serré. Quand on regarde objectivement la situation, il faut admettre que l’inflation, bien qu’en baisse, demeure très élevée, bien plus élevée que dans les autres principales économies avancées. Certes, l’économie britannique a ralenti, mais elle n’est pas encore en récession et le marché de l’emploi semble encore trop serré. La croissance des salaires demeure élevée, ce qui constitue un risque inflationniste important. Au bout du compte, il nous semble plus probable que la BoE procédera à une autre hausse de taux d’intérêt. La BoE publiera également ses nouvelles prévisions à l’issue de cette rencontre de politique monétaire.

Indicateurs économiques

Semaine du 30 octobre au 3 novembre 2023

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 30	---	---				
MARDI 31	8:30	Indice du coût de l'emploi (t/t)	T3	1,0 %	1,0 %	1,0 %
	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Août	nd	1,60 %	0,13 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Oct.	45,0	45,0	44,1
	10:00	Confiance des consommateurs	Oct.	100,0	101,0	103,0
MERCREDI 1	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Oct.	15 200 000	15 700 000	15 670 000
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Sept.	0,4 %	0,6 %	0,5 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Oct.	49,1	49,0	49,0
	14:00	Réunion de la Réserve fédérale	Nov.	5,50 %	5,50 %	5,50 %
	14:30	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
JEUDI 2	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	23-27 oct.	210 000	214 000	210 000
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T3	4,0 %	4,3 %	3,5 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T3	0,7 %	0,6 %	2,2 %
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Sept.	1,7 %	2,3 %	1,2 %
VENDREDI 3	8:30	Création d'emplois non agricoles	Oct.	180 000	170 000	336 000
	8:30	Taux de chômage	Oct.	3,8 %	3,8 %	3,8 %
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Oct.	0,3 %	0,2 %	0,2 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Oct.	34,4	34,4	34,4
	10:00	Indice ISM services	Oct.	53,2	52,5	53,6
CANADA						
LUNDI 30	---	---				
MARDI 31	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Août	0,1 %	0,1 %	0,0 %
MERCREDI 1	---	---				
JEUDI 2	---	---				
VENDREDI 3	8:30	Création d'emplois	Oct.	25 000	10 000	63 800
	8:30	Taux de chômage	Oct.	5,6 %	5,6 %	5,5 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 30 octobre au 3 novembre 2023

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 30								
Japon	---	Réunion de la Banque du Japon	Oct.	-0,10 %		-0,10 %		
Allemagne	5:00	PIB réel – préliminaire	T3	-0,2 %	-0,7 %	0,0 %	-0,2 %	
Zone euro	6:00	Confiance des consommateurs – final	Oct.	-17,9		-17,9		
Zone euro	6:00	Confiance économique	Oct.	93,0		93,3		
Allemagne	9:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Oct.	0,2 %	4,0 %	0,3 %	4,5 %	
Japon	19:30	Taux de chômage	Sept.	2,6 %		2,7 %		
Japon	19:50	Ventes au détail	Sept.	0,2 %	6,0 %	0,2 %	7,1 %	
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Sept.	2,5 %	-2,3 %	-0,7 %	-4,4 %	
Chine	21:30	Indice PMI composite	Oct.	nd		52,0		
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Oct.	50,2		50,2		
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Oct.	51,8		51,7		
MARDI 31								
Japon	1:00	Confiance des consommateurs	Oct.	35,0		35,2		
Japon	1:00	Mises en chantier	Sept.		-6,4 %		-9,4 %	
France	2:30	PIB réel – préliminaire	T3	0,1 %	0,6 %	0,5 %	1,0 %	
France	2:30	Dépenses de consommation	Sept.	0,4 %	-2,8 %	-0,5 %	-1,9 %	
France	2:30	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Oct.	0,2 %	4,0 %	-0,5 %	4,9 %	
Allemagne	3:00	Ventes au détail	Sept.	0,5 %	-3,4 %	-1,2 %	-1,9 %	
Italie	5:00	PIB réel – préliminaire	T3	0,1 %	0,1 %	-0,4 %	0,4 %	
Italie	6:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Oct.	0,4 %	2,4 %	0,2 %	5,3 %	
Zone euro	6:00	PIB réel – préliminaire	T3	0,0 %	0,2 %	0,1 %	0,5 %	
Zone euro	6:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Oct.	0,3 %	3,1 %	0,3 %	4,3 %	
MERCREDI 1								
Royaume-Uni	5:30	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	45,2		45,2		
Brésil	17:30	Réunion de la Banque centrale du Brésil	Nov.	nd		12,75%		
JEUDI 2								
Italie	4:45	Indice PMI manufacturier	Oct.	46,5		46,8		
France	4:50	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	42,6		42,6		
Allemagne	4:55	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	40,7		40,7		
Norvège	5:00	Réunion de la Banque de Norvège	Nov.	4,25 %		4,25 %		
Zone euro	5:00	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	43,0		43,0		
Royaume-Uni	8:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Nov.	5,25 %		5,25 %		
VENDREDI 3								
Allemagne	3:00	Balance commerciale (G€)	Sept.	16,3		16,5		
France	3:45	Production industrielle	Sept.	0,0 %	0,1 %	-0,3 %	-0,5 %	
Royaume-Uni	5:30	Indice PMI composite – final	Oct.	48,6		48,6		
Royaume-Uni	5:30	Indice PMI services – final	Oct.	49,2		49,2		
Zone euro	6:00	Taux de chômage	Sept.	6,4 %		6,4 %		

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).